

=====  
*Pôle Attractivité de l'Archipel et  
Développement économique*

=====  
*Actions Territoriales et Vie Associative*

Conseil Exécutif du 10 février 2015

**DÉLIBÉRATION N°38/2015**

**ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT À L'UNION DÉPARTEMENTALE  
CGT FORCE OUVRIÈRE SPM AU TITRE DE L'ANNÉE 2015**

**LE CONSEIL EXÉCUTIF DU CONSEIL TERRITORIAL DE SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON**

- VU** la loi organique n° 2007-223 et la loi n° 2007-224 du 21 février 2007 portant dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'Outre-mer ;
- VU** le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- VU** la délibération n°79/2012 portant délégation d'attributions au Président du Conseil Territorial et au Conseil Exécutif ;
- VU** l'instruction budgétaire et comptable M52 ;
- VU** la délibération n° 302-2014 du 19 décembre 2014 approuvant le Budget Primitif de la Collectivité Territoriale pour l'exercice 2015 ;
- VU** la délibération n° 09-2015 du 30 janvier 2015 approuvant le règlement d'intervention économique de la Collectivité Territoriale ;
- VU** les crédits arrêtés au chapitre 65 du budget territorial 2015 ;
- VU** la demande déposée par l'association reçue le 15 octobre 2014 ;
- SUR** le rapport de son Président,

**APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ  
A ADOPTÉ LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT**

**Article 1 :** Le Conseil Exécutif du Conseil Territorial décide d'attribuer une subvention d'un montant de 10 916 € à l'Union départementale CGT Force Ouvrière SPM au titre de l'année 2015.

Cette subvention participe d'une part, aux dépenses de charges locatives du syndicat pour l'année 2015 à hauteur de 9 000 € et d'autre part, aux autres diverses charges de fonctionnement à hauteur de 1 916 €.

**Article 2 :** Le versement de cette subvention interviendra en 2 acomptes de la manière suivante :

- 1<sup>er</sup> versement correspondant à 70 % de la subvention, soit 7 640 €, à la signature de la présente délibération ;

- Le solde, soit 3 276 €, à fin juin 2015, sur production du rapport d'activité et des comptes de l'exercice 2014 approuvés par l'assemblée générale et certifiés par le secrétaire générale.

**Article 3 :** Le syndicat s'engage à mentionner la participation financière de la Collectivité Territoriale sur tout support de communication avec insertion de son logo et lors de rapport avec les médias.

Il devra être en mesure de produire la preuve que cette clause a bien été remplie.

**Article 4 :** Les crédits nécessaires au règlement de cette dépense seront prélevés sur le budget territorial 2015 - chapitre 65 - nature 6574 - fonction 90.

**Article 5 :** La présente délibération fera l'objet des mesures de publicité prescrites par la loi et sera transmise au représentant de l'État à Saint-Pierre-et-Miquelon.

**Adopté**  
6 voix pour  
0 voix contre  
0 abstention  
Membres du C.E. : 8  
Membres présents : 6  
Membres votants : 6

Transmis au représentant de l'État  
Le  
Publié le  
**ACTE EXÉCUTOIRE**



SAINT-PIERRE et MIQUELON  
Reçu à la Préfecture  
Le .....1.1.f.v..2015.....

#### PROCÉDURES DE RECOURS

Instance chargée des procédures de recours et auprès de laquelle des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours :

Nom de l'organisme : Tribunal administratif de Saint-Pierre-et-Miquelon

Adresse : BP 4200 - Code postal : 97500 - Ville : Saint-Pierre

Tél. 05 08 41 10 30 - Télécopieur 05 08 41 27 12